

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 20/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

MALTERIES FRANCO SUISSES

74 rue des Alouettes
BP 109
36100 Issoudun

Références : VAT20230354
Code AIOT : 0010003779

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement MALTERIES FRANCO SUISSES implanté 74 rue des Alouettes 36100 Issoudun. L'inspection a été annoncée le 02/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 7 juin 2023 s'inscrit dans l'action nationale 2023 "Silos" de l'inspection des installations classées, établie sur les enseignements du retour d'expérience accidentologique, afin de vérifier le respect des exigences en matière de sécurité, et de faire reculer le nombre d'incendie de silos.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALTERIES FRANCO SUISSES
- 74 rue des Alouettes 36100 Issoudun
- Code AIOT : 0010003779
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Malteries Franco-Suisses est autorisée à exploiter des installations de fabrication de malt et de stockage de céréales par l'arrêté préfectoral n°97-E-1422 du 18 juin 1997, complété par notamment les arrêtés préfectoraux n° 2008-03-004 du 3 mars 2008, n° 2012356-0007 du 21 décembre 2012 et du 21 avril 2015.

Les installations de stockage de céréales exploitées par la société les Malteries Franco-Suisses, objet de la visite d'inspection du 7 juin 2023, relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2106-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

L'inspection du 7 juin 2023 a porté notamment sur les points de contrôle suivants :

- l'état de bon fonctionnement et d'entretien des équipements susceptibles d'être à l'origine de départ de feu (moteurs électriques, paliers, bandes, installations électriques, travaux par points chauds...),
- l'existence, la mise en œuvre et le respect des conditions de fonctionnement garantissent la prévention des départs de feu (sécurité et asservissement de la manutention, plan d'entretien et de maintenance, permis de feu, surveillance après travaux ...).

Des contrôles, par sondage, de la présence des détecteurs de dysfonctionnement et de l'asservissement du fonctionnement des installations de manutention à celui du système d'aspiration, ont été effectués au cours de cette inspection.

Des simulations de défaut de ces équipements ont également été mises en œuvre, dans le cadre de cette opération, afin de vérifier la mise à l'arrêt du circuit testé, et le bon fonctionnement des alarmes associées...

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
3	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le contrôle a porté sur les formations suivies par le responsable des entrées (silo ACMB "Orges"). L'organigramme et la fiche de fonction de ce responsable attestent de sa désignation. Ainsi, il est responsable des réceptions, du conditionnement et du suivi des matières premières, dont les orges. Il a notamment suivi les formations internes mensuelles, sur le volet sécurité, suivantes : situations d'urgence, risque CO2, travaux par point chaud, ATEX, risques inhérents aux silos.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions générales
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et des travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci, en cas d'incident grave ou d'accident
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les consignes de sécurité sont tenues à jour et à la disposition du personnel du site. Dans le cadre du contrôle par sondage de ces consignes, l'exploitant a présenté : <ul style="list-style-type: none">la fiche réflexe IT_MAI_040 du 16/09/2008 qui fait état des contrôles et enregistrements à réaliser en marche normale ;la fiche réflexe SE_MAI_015 du 18/09/2006, modifié le 09/06/2007, qui fait état des contrôles et enregistrements à réaliser suite à une intervention. La consultation de ces fiches, sous format électronique, n'appelle pas d'observation particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions générales
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Seuls le Directeur et le responsable HSE sont habilités à délivrer les permis feu ou travaux dans l'établissement. A noter, la dépose des équipements pour réaliser les travaux par point chaud en dehors des installations, dans le cadre de leur remise en état, est privilégiée. La consultation du permis feu délivré le 24 mai 2023 n'appelle pas d'observations majeures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage du silo ACMB « Orges » ainsi que celui de transporteur à bande TB307 de l'unité U3 n'appellent pas d'observation. Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : L'exploitant n'est pas en capacité de présenter l'attestation de conformité de la bande du transporteur à bande TB307 de l'unité U3.
Observations : Le contrôle par sondage a porté sur le transporteur à bande TB307 de l'unité U3. L'exploitant a présenté la fiche technique dudit transporteur qui atteste de sa conformité à la directive machine, sans toutefois disposer d'une attestation concernant la conformité à la non propagation de la flamme de la bande.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel.</p> <p>Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; – l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un rapport, résultant des vérifications réalisées au titre de l'année 2022, constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; – l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 mars 2004.
<p>Observations : La consultation du rapport relatif à l'examen des installations électriques par thermographie infrarouge du 13 septembre 2022 par le Bureau Véritas n'appelle pas d'observation. Ce rapport fait mention de 7 observations pour lesquelles l'exploitant a mis en œuvre le 20 février 2022 des actions correctives de nature à les lever.</p> <p>Aucun contrôle des installations électriques au titre des ICPE n'a été réalisé en 2022. L'exploitant a déclaré que la société Bureau Véritas a effectué le 6 juin 2023 le contrôle des installations électriques de son établissement, au titre de la réglementation applicable aux ICPE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Annexe aux points n° 4 et 5 – Fonctionnement des installations de transfert des céréales et système de dépoussiérage – article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié

Exigences réglementaires examinées

Article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié

« Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme. »

Contrôles réalisés par l'inspecteur – Justifications communiquées par l'exploitant

Point de contrôle	Présence	
Manutention asservie à l'aspiration : le contrôle a porté sur le silo ACMB « Orges » Type d'asservissement : double asservissement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Test : fosses de réception silo ACMB « Orges » - E1 – TC1 – TC2 – ENS2 – TCS (ensilage silo ACMB) En l'absence d'aspiration, la mise en marche des transporteurs à chaînes et des élévateurs n'est pas possible :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Test : fosses de réception silo ACMB « Orges » - E1 – TC1 – TC2 – ENS2 – TCS (ensilage silo ACMB) La mise à l'arrêt de l'aspiration a occasionné l'arrêt de ce même circuit :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Filtres à manche : Présence d'un événement : le contrôle a porté sur l'aspiration centralisée du silo ACMB « Orges »	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Les filtres manches sont dotés d'événements correctement dimensionnés (éléments transmis ou présentés par l'exploitant, présents dans l'étude de dangers du 20 octobre 2006, complétée les 8 décembre 2006 et 24 janvier 2007.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Transporteurs à bandes : Les transporteurs à bande sont équipés de détecteur de déport de bande : le contrôle a porté sur les transporteurs à bande de l'unité U3	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Test : le contrôle a porté sur le transporteur à bande TB307 de l'unité U3 La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport a occasionné la mise à l'arrêt du circuit :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Déclenchement de l'alarme visuelle de défaut sur le synoptique de la supervision de l'installation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Transporteurs à chaînes : le contrôle a porté sur le silo ACMB « Orges » Présence de trappes de bourrage, de détecteur bourrage...	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Test : fosses de réception silo ACMB « Orges » - E1 – TC1 – TC2 – ENS2 – TCS (ensilage silo ACMB) La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel de l'ouverture de la trappe de bourrage a occasionné la mise à l'arrêt du circuit :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Déclenchement de l'alarme visuelle de défaut sur le synoptique de la supervision de l'installation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Élévateurs : le contrôle visuel par sondage a porté sur les élévateurs du silo ACMB « Orges » Présence de contrôleurs de rotation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Présence de contrôleurs de détecteur de déport de sangles :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

Observations exposées à l'exploitant au terme de l'inspection et conclusion :

Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation.